

la réforme Blanquer sème la pagaille

Lucile Descamps

9-12 minutes



Dans plusieurs lycées français, la rentrée a été très compliquée. En cause, l'application de la réforme du bac, qui fait disparaître les filières classiques pour les Premières.

La rentrée scolaire 2019 a été marquée par la disparition des filières classiques en classe de Première, dans le cadre de la réforme du baccalauréat. Dans les faits, son application semble particulièrement complexe dans plusieurs établissements de l'Hexagone.

Cette première semaine de rentrée a été particulièrement mouvementée dans les différents lycées de France. En cause, l'application de la réforme du baccalauréat, pas si facile à mettre en place.

Cette année, les filières classiques ont disparu dans les classes de Première. Les lycéens ont eu à choisir 3 spécialités, parmi 12 proposées. Ils ont également eu la possibilité d'ajouter une option dans une liste de quatre.

Lundi 1er septembre, le ministre de l'Éducation Jean-Michel

Blanquer a assuré dans l'émission [Le Grand Jury](#) que cette rentrée serait "normale" et qu'elle se déroulerait bien [dans "95% des établissements"](#). Le rectorat de Créteil fait écho à cette déclaration. "La rentrée s'est très bien passée dans notre académie", nous affirme-t-on.

Une semaine après, sur le terrain, l'ambiance semble être un peu différente et les retours de certains professeurs ne sont pas si réjouissants. "Cette réforme organise le désordre et l'insécurité", pointe du doigt Claire Gueville, professeure et secrétaire nationale responsable du lycée au syndicat SNES-FSU. Pascal Levoyer, professeur de philosophie à Asnières-sur-Seine abonde dans ce sens. "Sur le terrain, dans les établissements, la situation est complexe et elle n'est pas bénéfique pour les jeunes".

Une réforme précipitée ?

Même son de cloche dans le lycée Jacques Monod de Clamart, dans les Hauts-de-Seine. "La réforme a été faite de façon brouillonne et précipitée. Ça demande de grands changements matériels, c'est très compliqué à mettre en place", nous relate une professeure. D'ailleurs, dans cet établissement, les élèves de Première et de Seconde n'ont toujours pas pu commencer les cours, faute d'emploi du temps. "La direction ne s'en sort pas, c'est un vrai casse-tête. C'est impossible pour elle de mettre cette réforme en place", poursuit-elle.

Au rectorat de l'académie de Caen-Rouen, on reconnaît que "ça a été un peu rapide". "Mais pour que ça change, il faut une rupture, il faut bousculer les choses. Sinon, on s'installe dans une réforme molle", estime Brigitte Lacoste, directrice de cabinet du rectorat, qui ajoute que les professeurs ont été particulièrement formés avant la mise en place de cette réforme.

Un emploi du temps parfois difficile

Si la plupart des établissements ont tout de même réussi à constituer un emploi du temps, il est loin d'être optimal, de l'avis de plusieurs professeurs. À Rennes par exemple, certains lycéens ont vu leur pause déjeuner réduite à 40 minutes. Même problème pointé du doigt à Bondy (Seine-Saint-Denis). Du côté du rectorat de Créteil, on affirme n'avoir eu aucune remontée de ce genre de problème. "S'ils sont avérés, ils ne concernent qu'un ou deux établissements sur les 232 de l'académie".

Pour pouvoir faire rentrer toutes les combinaisons choisies, les

plages horaires de certains lycées ont dû être sensiblement étendues. Plusieurs établissements - comme le lycée Auguste Renoir à Asnières-sur-Seine - doivent proposer des cours le mercredi après-midi et le samedi matin, ce qui pose forcément des problèmes en terme de personnel et notamment d'agent technique.

Au rectorat de l'académie de Rennes, on assure que "comme à chaque rentrée scolaire, durant les 15 premiers jours de septembre, les emplois du temps des élèves sont provisoires avant de devenir définitifs, ce qui permet de réaliser les ajustements". L'académie de Créteil confirme. "Il y a systématiquement des ajustements en début d'année".

Une réponse qui ne convainc pas les professeurs. "La situation est inédite. D'ailleurs la complexité des emplois du temps rend justement les ajustements habituels très compliqués", précise auprès de Yahoo la secrétaire nationale responsable du lycée au syndicat SNES-FSU.

Le bon déroulement des cours impacté

Plus problématique encore, dans certains établissements, la mise en place de cette réforme semble avoir un impact sur les conditions d'enseignement et le bon déroulement des cours. Au lycée Jean Jaurès de Montreuil, par exemple, plusieurs élèves reçoivent la totalité des cours de LV1 en une seule séance. Dans ce même établissement, sur les quatre heures de mathématiques que compte la spécialité, une n'a pas pu être placée. Le rectorat n'en n'a pas entendu parler : "Il se peut qu'il y ait des erreurs, mais elles seront rapidement modifiées".

Au lycée Jacques Monod de Clamart, même si l'emploi du temps n'est pour le moment pas défini, il semble difficile de dédoubler les classes de langue. Les élèves n'auront donc pas cours en demi-groupe.

Autre problématique au lycée Corneille de Rouen, les enseignements scientifiques se font également en classe complète de 35. Les élèves ne pourront donc pas faire de TP (travaux pratiques) qui seront vraisemblablement remplacés par... des photocopiés. Un soucis dont est bien consciente Brigitte Lacoste, la directrice de cabinet du rectorat. "Pour les TP, c'est vrai que c'est un problème. On a tenté d'anticiper au mieux mais forcément il y a une marge d'erreur, car on démarre".

Faute de temps et de dotation horaire suffisante, plusieurs

établissements ont dû supprimer ou réduire drastiquement les heures d'accompagnement personnalisé. C'est le cas au lycée Auguste Renoir d'Asnières, ça risque également de l'être à Clamart.

Plus de profs que d'élèves par classe

Avec cette réforme, la volonté du gouvernement était d'apporter du renouveau dans l'éducation mais aussi de proposer un parcours plus individualisé, correspondant mieux à chaque élève. La contrepartie logique, c'est la multitude de combinaisons existantes dans un même établissement.

Au lycée Jacques Monod de Clamart, il en existe 35. Le lycée Pierre Corneille de Rouen en compte 51 (dont une choisie par un seul élève). Dans un établissement de l'académie de Versailles, comptant un gros pôle artistique et industriel, 74 trios de spécialités sont possibles (en comptant les Premières générales et technologiques).

Cette diversité, souhaitée par la réforme, engendre forcément des difficultés pour établir les emplois du temps et pose surtout un problème très pratique : dans les académies de Lille, Créteil, Rennes et Rouen, le nombre de professeurs différents par classe explose. Au point d'atteindre parfois plus de 50 enseignants pour une seule et même classe. De quoi inquiéter pour les conseils de classe à venir.

Un suivi des élèves plus compliqué

Là-dessus, le rectorat de l'académie de Caen-Rouen se veut rassurant. "Les chefs d'établissements et les équipes pédagogiques sont en train de réfléchir à une nouvelle organisation des conseils de classe. Pourquoi ne pas les scinder en deux, avec d'un côté les professeurs du tronc commun et de l'autre des conseils par spécialités", avance Brigitte Lacoste. Du côté du rectorat de l'académie de Créteil, on assure que la réforme n'a rien à voir là dedans et surtout que ce genre de situation existait déjà avant, avec les différentes langues vivantes et options.

De l'avis de plusieurs professeurs joints par Yahoo, la démultiplication du nombre d'enseignants par classe rend également très difficile le rôle de professeur principal et le suivi des élèves.

Ce contenu peut également vous intéresser